



Résumé

Aujourd'hui, le bilinguisme est une pratique recherchée dans les contextes internationaux pour pouvoir s'adapter et faire face aux enjeux de la mondialisation. Comment la politique linguistique algérienne s'adapte-t-elle aux nouvelles exigences pédagogiques et scientifiques ? C'est cette question préliminaire qui nous permettra de réfléchir sur les représentations interculturelles dans la démarche d'enseignement/apprentissage des langues. Les premiers résultats de notre enquête ouvrent des perspectives dans la conception d'une « didactique du plurilinguisme », liée au développement de la capacité plurilingue de chacun à des degrés de maîtrise hétérogène, selon les besoins individuels de la vie professionnelle.

Mots-clés : *didactique du plurilinguisme, interculturalité, mondialisation, politique linguistique, représentation.*

Abstract

Today, bilingualism is a sought-after practice in international contexts to cope and face world issues at stake. How does the Algerian linguistic policy with the new pedagogical and scientific requirements ? It is this preliminary question which allows us to think about the intellectual representation in the teaching and learning languages approach. The first results will open perspectives in the conception of the didactics of multilingualism linked to the development of everyone's ability of multi languages depending on the levels of mixed mastery and according to individual needs in the professional life.

Keywords : *didactics of multilingualism, globalization, interculture, linguistic policy, representation.*

1. Contexte et cadre de la recherche

Notre article se veut une réflexion globale sur la problématique de l'enseignement/apprentissage des langues en Algérie dans le contexte actuel de la mondialisation. Dans ce cas particulier, et pour rendre compte de ce phénomène, il est nécessaire d'adopter une perspective historique qui dessine

le cadre dans lequel s'est inscrite la politique d'aménagement linguistique à partir de 1962, année de son Indépendance. Ce cadre étant fixé, nous nous proposons de : a) examiner la question des choix linguistiques qui ont dû être faits, et les résultats concrets de ces choix sur le terrain; b) décrire les différentes représentations que les étudiants développent vis-à-vis des langues qui marquent leur espace culturel.

Nous poserons par hypothèse que l'efficacité d'une politique linguistique ne dépend pas uniquement de la pertinence- ou de la non pertinence- de son discours mais qu'elle est évaluée en fonction des résultats qu'elle produit. Nous pensons que la réussite des apprentissages scolaires des langues est tributaire des représentations, des capacités et des pratiques auxquelles se livrent les apprenants. Comment la politique linguistique et éducative de l'Algérie s'adapte-t-elle aux nouvelles exigences pédagogiques et scientifiques? Pourquoi étudier le français? Est-il possible d'inscrire la francophonie dans l'évolution technologique contemporaine (multimédia, Internet, documentation technique, partenariat, école doctorale...)? Ce sont ces questions préliminaires qui nous permettront de réfléchir sur les enjeux scientifiques, économiques et interculturels de l'enseignement/ apprentissage des langues en Algérie.

Nous apporterons ici quelques éléments de réponse fondés sur une première analyse d'un corpus constitué d'entretiens semi-directifs effectués auprès de 100 étudiants de l'Université d'Alger, à qui nous avons demandé de répondre à des questions sur les représentations des langues et globalisation. Il semble confirmer l'utilité de développer la capacité plurilingue de chacun à des degrés de maîtrise hétérogène, selon les besoins individuels de la recherche scientifique ou de la vie professionnelle.

2. Représentations et enseignement des langues

Les représentations des langues apportent un éclairage sur le rapport à leur apprentissage. Certaines qualifications servent parfois à évaluer l'importance relative des langues : « minoritaires », « véhiculaires », « internationales », appréhendées ici en tant que représentations sociales et catégorisations qui fluctuent au gré des histoires nationales, des renversements géopolitiques, des visions du monde traversées par les profondes mutations résultant de la mondialisation. Ces classifications relèvent plus des rapports de force que de la science. Ainsi classe-t-on le plus souvent comme « internationales » les langues retenues comme langues de travail par les organismes internationaux (l'ONU, l'OUA, l'UNESCO, etc.). L.J. Calvet ajoute que « l'avenir des langues dépend en partie du rapport entre un besoin social (la demande) et les potentialités des langues en présence (l'offre) » (Calvet, 1999 :105).

De ce point de vue, les représentations sociales du langage interviennent dans l'enseignement et l'apprentissage des langues, soit « sous la forme de croyances vernaculaires précritiques, soit sous la forme de connaissances linguistiques acquises dans un cadre institutionnel, notamment de type scolaire ou universitaire » (Py, *Langages* n° 154, 2004 : 15).

3. Politiques linguistiques et conflits de représentations

Enjeu de pouvoir, objet de tensions et de polémiques entre politiciens et intellectuels, la politique linguistique et culturelle en Algérie est marquée depuis 1962 par le manque de lucidité des gouvernements qui prennent souvent leurs décisions en fonction de rapports de force.

3.1. Qu'est-ce qu'une politique linguistique ?

Il s'agit d'un ensemble hétéroclite de principes, de lois, de règlements, d'institutions et de pratiques, adopté à travers le temps, qui guide et appuie l'action gouvernementale. Pour Henri Boyer, « l'expression politique linguistique est plus souvent employée en relation avec celle de planification linguistique : tantôt elles sont considérées comme des variantes d'une même désignation, tantôt elles permettent de distinguer deux niveaux de l'action du politique sur la/les langue(s) en usage dans une société donnée. La planification linguistique est alors un passage à l'acte juridique, la concrétisation sur le plan des institutions (étatiques, régionales, voire internationales) de considération de choix, de perspectives qui sont ceux d'une politique linguistique ». (Boyer, 1996 : 23).

3.2. Arabisation : petite chronique

Pour comprendre les enjeux politiques de l'arabisation, en tant que support du nationalisme, il convient de recourir à l'histoire, qui nous permet de retrouver la genèse des représentations. Tout d'abord, la réalité coloniale a très gravement bouleversé le phénomène identitaire en Algérie, tant du point de vue de la langue arabe que de la langue berbère. Toutes les deux furent totalement marginalisées. La recherche de l'authenticité a conduit l'Association des Oulémas¹, par la création de médersas, à se fixer un double objectif : rétablir l'Islam dans sa pureté et « arabiser » les Algériens menacés par la « francisation »². Au lendemain de l'indépendance, malgré le manque de moyens, les nationalistes du FLN ont mis au point une politique linguistique d'arabisation pour affirmer l'identité arabe sans tenter de préserver les langues minoritaires :

« L'arabisation est devenue synonyme de ressourcement, de retour à l'authenticité, de récupération des attributs de l'identité arabe qui ne peut se réaliser que par la restauration de la langue arabe, récupération de la dignité bafouée par les colonisateurs et la condition élémentaire pour se réconcilier avec soi-même ». (T. Ibrahimi, 1997:184).

L'Etat en devenir s'est donc défini autour du principe de l'unité arabomusulmane : « l'Islam est religion d'Etat » (Constitution, art. 2) ; « l'arabe est langue nationale et officielle ». (Constitution, art. 3). L'arabisation des Sciences humaines, politiques et juridiques a créé des divisions, voire des affrontements, au sein de la communauté universitaire entre trois courants : arabophone, francophone - dénoncé comme « francophile » - et berbérophone.

3.3. Du monolinguisme à la reconnaissance officielle du berbère

Après l'explosion de 1988 et suite à la promulgation de la nouvelle Constitution, tous les partis politiques ont commencé à admettre, voire à revendiquer la langue et la culture berbères. Certains d'entre eux (le FFS et le RCD) ont été ou sont les militants ou les animateurs du Mouvement culturel berbère (MCB). L'application du multipartisme s'est aussi accompagnée d'une réactivation de l'arabisation. Le 17 décembre 1996, le Conseil national de transition (CNT), l'assemblée législative algérienne désignée, votait à l'unanimité une loi sur la « généralisation de l'utilisation de la langue arabe », elle n'a cependant pas été suivie d'un texte officiel définissant les modalités de son application dans les divers secteurs concernés. La position des partisans de cette loi conduirait à attendre la disparition du français, voire à l'accélérer. Position peu réaliste, qui a relancé la « guerre » linguistique entre arabophones et francophones. Après une terrible décennie, meurtrière et barbare, que l'Algérie a connue, il semble qu'un changement dans la perception des statuts des langues du pays caractérise le discours officiel algérien depuis l'arrivée de M. Abdelaziz Bouteflika à la présidence de la République : on est passé du monolinguisme à la reconnaissance officielle du tamazight et, timidement, à la reconnaissance pragmatique du français :

« La langue française et la haute culture qu'elle véhicule restent, pour l'Algérie, des acquis importants et précieux que la réhabilitation de l'arabe, notre langue nationale et officielle, ne saurait frapper d'ostracisme. C'est là une richesse à même de féconder notre propre culture et c'est pourquoi le français, à l'instar d'autres langues modernes, et plus encore en raison de ses vertus intrinsèques et de son ancienneté dans notre pays, gardera une place qu'aucun complexe, aucun ressentiment ni aucune conjoncture quelconque ne sauraient lui disputer ». (Boucherit, 2002 : 54- 69).

En 2003, la Commission nationale pour la réforme du système éducatif (CNRSE) propose, en s'appuyant sur le choix des parents d'élèves, que la langue française soit introduite comme première langue étrangère dès la 2^{ème} année du cycle primaire et serve de médium d'enseignement des disciplines scientifiques dans le cycle secondaire.

3.4. Bilan de la politique culturelle et linguistique

Il est difficile de faire un bilan exhaustif de la politique linguistique et culturelle suivie par notre pays depuis 1962. On peut dire qu'elle est basée essentiellement sur le monolinguisme : « une langue = une Nation », elle a privé le pays du multilinguisme pourtant bien réel dans la société (arabe dialectal, arabe classique, berbère, français d'Algérie). Ce choix repose, on l'a vu, sur l'héritage historique et sur la confusion entre arabisation et algérianisation. Sur le plan culturel, le bilan se lit dans l'échec des efforts répétés de définition et de proposition d'une culture « nationale » fondée sur l'âge d'or de l'Islam au lieu de tenir compte de la diversité culturelle du pays.

4- Résultats : types de représentations des langues de contact

Cet entretien permet aux étudiants de verbaliser leurs interrogations, leurs expériences personnelles, leur souffrance, leurs attentes... Leurs représentations permettent de s'auto-catégoriser et de justifier le choix de certaines langues par rapport à d'autres en fonction des enjeux pédagogiques, sociaux, culturels, affectifs et professionnels :

a) Le plurilinguisme algérien est problématique car les langues maternelles sont considérées comme « langues minoritaires » : « *est plurilingue celui qui parle trois langues l'arabe, le français et l'anglais* ».

b) La construction de l'identité culturelle prend ses racines dans l'environnement géographique, historique, social, religieux, politique.. et connaît des variations importantes selon que la personne vit dans une culture homogène ou multiethnique, en milieu linguistique majoritaire ou minoritaire :

- l'arabe algérien-langue maternelle de la grande majorité des locuteurs- est devenu depuis 1988 l'outil de communication même du pouvoir et des médias (T.V. et radios) ;

- l'arabe classique-langue officielle- est associé à des représentations de valeurs sacralisantes : « *langue du Coran* », « *langue nationale* », « symbole de la culture et d'unité nationale ».

- En dépit de sa forte identité symbolique, le berbère a « *une faible capacité de rayonnement international* » et n'étant ni standardisé ni normalisé, il ne peut rivaliser, sur le plan des pratiques linguistiques exigées par le monde moderne, avec l'arabe standard et le français. Beaucoup d'étudiants choisissent plutôt d'apprendre une langue très parlée dans le monde que le berbère, une langue qui ajoutera un « plus » à leur curriculum.

c) Les berbérophones disent : « *halte à la répression culturelle* », « *le tamazight3 exprime l'authenticité maghrébine* ». Ils accusent l'arabisation d'avoir islamisé l'école en optant pour l'enseignement de l'arabe classique, coranique ou littéraire, enseigné comme langue « haute » : « *notre pays est bien connu pour ses différences linguistiques et culturelles. Pourquoi ne pas reconnaître cette réalité « pluraliste » ?* »

5- Francophonie et mondialisation

5.1. Stéréotypes sur la langue et la culture françaises

Al'ère de la mondialisation et de la construction des grands ensembles politiques, certains indices montrent que la direction à suivre actuellement, en matière d'apprentissage des langues étrangères, est nettement en faveur du français. De ce point de vue, les discours du Président de la république algérienne, Abdelaziz Bouteflika, au sommet de la francophonie tenu à Beyrouth (1999) et

à l'Assemblée nationale en France lors de sa visite en 2000 sont significatifs :

« L'Algérie est un pays qui n'appartient pas à la francophonie mais nous n'avons aucune raison d'avoir une attitude figée vis-à-vis de la langue française qui nous a tant appris et qui nous a, en tout cas, ouvert la fenêtre de la culture française ». (A. Bouteflika, *El Watan*, 1/8/1999).

5.2. Représentations et pratique du français à l'Université

Le processus de mondialisation impose des mutations profondes à la société algérienne avec une redéfinition des valeurs, des échanges et de la fonction même de l'enseignement supérieur et de la recherche. Le français continue d'occuper une place importante en Algérie, ainsi que le précise Rabah Sebaa :

« Sans être officielle, elle véhicule l'officialité, sans être la langue d'enseignement, elle reste une langue privilégiée de transmission du savoir, sans être la langue d'identité, elle continue de façonner de différentes manières et par plusieurs canaux l'imaginaire collectif, sans être la langue de l'université, elle demeure la langue de l'université » (*El Watan* du 1^{er} septembre 1999 : 7).

Les entretiens semi-directifs que nous avons conduits pour écrire ces lignes, permettent de dire que le français, « butin de guerre », selon l'expression de l'écrivain Kateb Yacine, demeure une langue d'ouverture à la modernité et de relation au monde, grâce à l'accès aux médias étrangers facilité par les antennes paraboliques et le câble. Elle est associée à des stéréotypes valorisants qui renvoient aux représentations affectives: « *j'aime bien cette langue* », « *c'est une belle langue* ». Elle est aussi le produit d'une recherche de prestige culturel ou de positionnement social : « *apprendre la culture française* », « *améliorer l'avenir professionnel* », « *faire des études en France* », « *vivre à l'étranger* » ..., car elle est souvent liée au travail et à la promotion professionnelle, même si pour cet aspect, l'anglais commence à gagner du terrain dans le domaine des sciences exactes.

En outre, certaines branches de l'enseignement supérieur (médecine, biologie, sciences vétérinaires, pharmacie, architecture, informatique) et les secteurs clés de l'économie nationale (industrie, hydrocarbures, technologie, banques...) continuent à utiliser le français. Les facteurs qui sous-tendent ce choix sont : l'Internet, les impératifs de la recherche (échanges internationaux, projets coopératifs..), la nécessité de s'ouvrir aux nouvelles technologies, le rapprochement avec l'Union européenne, la pénurie de la documentation scientifique en langue arabe malgré les efforts déployés en faveur des importations et des traductions.

Conclusion

Il serait souhaitable, pour dépasser les difficultés, de débattre de la question de l'enseignement des langues avec les spécialistes (linguistes, pédagogues

et parents d'élèves) afin de définir les stratégies d'apprentissage (accorder, à titre d'exemple, une place importante à la littérature algérienne d'expression française dans les manuels scolaires, réaliser des programmes pédagogiques à partir des besoins de la société, gérer le bilinguisme arabe- français en termes de complémentarité...). Dans cette même optique, il est utile de préserver la langue maternelle de l'enfant durant les quatre premières années de la scolarisation. La langue arabe moderne peut et doit être introduite dès la quatrième année. De la sorte l'arabe trouvera ses marques et sera facteur de réussites assurées. De la même manière, le français doit être introduit comme 2^{ème} langue étrangère. L'enjeu consiste à donner aux deux langues la place qui leur revient. Abdou Elimam nous précise ce point :

« L'UNESCO recommande depuis toujours que les langues natives soient les langues de l'école au moins durant les quatre premières années de la scolarisation. Une fois la personnalité de l'enfant assise et consolidée, les contacts de langues ne représentent pas de danger d'aliénation. » (Journal El Watan, 12/04/2007 : 21).

Les résultats de notre enquête confirment l'utilité de prendre en compte les besoins des étudiants et de les doter des moyens leur permettant d'acquérir les technologies de la communication, qui offrent aux universités de nouveaux moyens d'action et de collaboration. Les défis majeurs que l'Algérie devra relever au cours des décennies à venir seront de :

a) mettre en place un « bilinguisme constructif » 4 qui aide l'arabe à se moderniser et le français à être appris dans la mesure où il est de plus en plus conditionné par la demande professionnelle, d'où les termes FLP (français langue professionnelle) ou FOS (français sur objectifs spécifiques). Dans cette même logique, il est important d'inscrire la francophonie dans l'évolution technologique contemporaine (environnement médiatique, multimédia, Internet, documentation technique, presse spécialisée, partenariat, école doctorale...);

b) encourager des recherches et des échanges « interculturels » 5 pour former des étudiants plurilingues prêts à se distinguer sur le plan professionnel. Avec de la volonté, ces futurs diplômés auront la chance de devenir productifs et efficaces.

Notes

1. « L'Association des Oulémas, créée par Ben Badis en 1937, impose de fait la création des médersas et des écoles arabo-musulmanes pour contrecarrer la politique d'assimilation. Les médersas assurent l'éducation et la formation de tous les enfants qui n'ont pu accéder à l'instruction. Elles dispensent ainsi une formation générale en langue arabe de toutes les disciplines et administrent surtout des cours d'instruction religieuse et civique. L'impact de ce type d'établissement sur la classe pauvre est très important, surtout sur « les enfants de la paysannerie moyenne ou pauvre, ou sur ceux des masses prolétarisées » qui constitueront plus tard une élite arabophone profondément attachée aux valeurs et principes de la religion musulmane ». (Queffélec, Derradji, Cherrad-Benchebra : 2002 : 22).

2. L'école coloniale était considérée comme une « entreprise d'évangélisation » visant aux « enlèvements des enfants ».
3. Tamazight est synonyme de « berbère » : terme imposé par les militants de la langue berbère.
4. Un bilinguisme constructif repose toujours sur la langue maternelle.
5. L'interculturel implique, si l'on attribue au préfixe « inter » sa pleine signification, interaction, échange et réciprocité. Il est centré sur l'affirmation de l'identité, sur l'échange culturel qui permet la comparaison des convictions, des représentations, des valeurs...

Bibliographie

- Amossy, R.1997. *Stéréotypes et clichés. Langue, discours, société*, Paris, Nathan.
- Billiez, J. Bouchard, R. Colleta J-M.1992. *Acquisition et enseignements des langues*, Grenoble III, LIDILEM.
- Boucherit, A, 2002. « Algérie : de l'Arabe à l'Arabisation », *Language Contact and Language Conflict in Arabic. Variations on a sociolinguistic theme*, Routledge Curzon, pp. 54- 69.
- Boyer, H.1991. *Éléments de sociolinguistique. Langue, communication et société*, Paris, Dunod.
- Boyer, H.1991. *Langues en conflit. Etudes sociolinguistiques*, Paris, L'Harmattan.
- Boyer, H.1996. *Sociolinguistiques. Territoires et objets*, Paris, Delachaux et Niestlé.
- Calvet, L-J.1999. *Pour une écologie des langues du monde*, Plon, Paris.
- Chaker, S.1989. *Berbères aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan.
- Dumont, P.2001. *L'interculturel dans l'espace francophone*, Paris, L'Harmattan.
- Grandguillaume, G.1983. *Arabisation et politique linguistique au Maghreb*, Maisonneuve, Larose.
- Jodelet, D.1989. *Les représentations sociales*, Paris, PUF.
- Queffélec, A., Derradji Y., Debov V, Cherrad-Benchebra Y. 2002. *Le français en Algérie, Lexique et dynamique des langues*, Bruxelles, De Boeck & Larcier.
- Taleb-Ibrahimi, Kh., 1997. *Les Algériens et leur(s) langue(s). Éléments pour une approche sociolinguistique de la société algérienne*, Alger, Ed. El Hikma.
- Zarate, G. 2004. *Représentations de l'étranger et didactique des langues*, Paris, Didier.